

BREVE PRESENTATION DE ACOMB (ONG togolaise)

=====

Table des matières

I/ HISTORIQUE

1.1) CONTEXTE

1.2) ACTIONS DEJA REALISEES

1.2.1 Actions d'éducation et de formation : (1995 à 2004)

Contenu de l'action

Réalisations

Résultats et impacts qu'on peut voir et quantifier en fin d'année 2007

1.2.2 Action d'implantation d'infrastructures sanitaires

Contenu de l'action

Réalisations

i. Construction, réhabilitation, rénovation de Latrines communautaires

ii. Approvisionnement en eau potable : construction de kiosque à eau

Résultats et impacts qu'on peut voir et quantifier en fin d'année 2007

1.2.3 Autres actions de recherche-action

Contenu de l'action

Réalisations

1.3) CERTAINES ACTIONS DE ACOMB REFEREES SUR INTERNET :

II / CARTE D'IDENTITE

2.1) RAISON SOCIALE :

2.2) SIEGE SOCIAL :

2.3) NATURE JURIDIQUE :

2.4) BUT ET OBJECTIFS :

2.5) SECTEURS D'ACTIVITES :

2.6) ZONES D'INTERVENTION :

2.7) PUBLIC CIBLE :

2.8) ORGANISATION

2.9) RESSOURCES

2.10) FORMATION & EXPERTISE DISPONIBLES

III / PERSPECTIVES D'AVENIR

I/ HISTORIQUE

1.1) CONTEXTE :

Le contexte qui a vu naître ACOMB est caractérisé par trois situations : Il s'agissait de jeunes élèves et étudiants qui ont pris conscience que leurs aînés scolarisés et non scolarisés de même que leurs parents se sont retrouvés dans une situation de non emploi et de pauvreté. Ces jeunes ont aussi constaté que leur environnement présentait d'énormes problèmes du point de vue santé, salubrité, d'énormes problèmes pour assurer une ration alimentaire minimale quotidienne dont leurs parents avaient besoins.

Cette prise de conscience a conduit les jeunes en question à se regrouper d'abord dans une amicale d'étudiant et d'élève (AESGOLFE) pour agir positivement sur les problèmes scolaires qu'ils rencontrent, et plus tard dans une association de jeunes (AJECOB) pour pouvoir agir positivement sur certains problèmes de développement de leur milieu. Le processus de prise de conscience a démarré à partir des années 1986 et abouti, en août 1992, à la création d'une ONG dénommée ACOMB (Association pour l'autopromotion des communautés de Base).

Comme tout organisme, cette ONG dénommé ACOMB a connu des hauts et des bas, des moments de gloire et de problèmes. Elle a à son actif, plusieurs réalisations sur le plan socio sanitaire, sur le plan de l'organisation des communautés, sur le plan du maraîchage et de l'élevage, sur le plan de la conduite à succès des projets.

1.2) ACTIONS DEJA REALISEES

1.2.1 Actions d'éducation et de formation : (1995 à 2004)

Contenu de l'action

Ces actions ont consistées à organiser les populations des cantons de Bè, Baguida et Amoutivé à participer de façon

responsable aux actions de développement, à transférer aux populations et comité de gestion des connaissances requises en matière de gestion démocratique de certaines pathologies courantes et des infrastructures sanitaires de base, et à renforcer les capacités organisationnelles de la population en matière de gouvernance.

Réalisations

- i. Education pour l'adoption d'un comportement responsable pour éviter les MST SIDA dans le canton de Bè et d'Amoutivé (1995 à 2001).
- ii. Education à la gestion des maladies d'origines diarrhéiques par l'utilisation des sels de réhydratation orale (ORASEL) (1998 à 2001) dans le canton de Bè et le village de Baguida
- iii. Formation à l'organisation de la pré-collecte d'ordures ménagères à Kanyikopé (1998 à 2000)
- iv. Formation et éducation des comités de gestion à la gestion des latrines communautaires (1995 à 2003)
- v. Formation et éducation des comités de gestion à la gestion des kiosques à eau et de l'eau potable (1998 à 2003).
- vi. Journée d'information et d'échange d'expérience, à l'endroit des autorités traditionnelles, des Comités de développement des quartiers (CDQ), les autorités municipales, des ONG et Associations, des autres acteurs de développement des quartiers, sur la mission et le rôle des CDQ et la façon dont les autres acteurs entendent participer à la réalisation de cette mission. (2000 et 2004)

Résultats et impacts qu'on peut voir et quantifier en fin d'année 2007

- i. La totalité des cinq latrines communautaires construites de 1995 à 2003 sont effectivement gérées par les comités de gestions sous la supervision des organes mises en places la population. Il en est de même pour 85% des kiosques à eaux.
- ii. Les comités sont souvent interpellés sur la gestion qui est faite des infrastructures. Ces interpellations débouchent par moment sur la destitution des organes impliqués au cas où leur gestion est qualifiée d'opaque ou de mauvaise.
- iii. La politique de recouvrement des coûts pratiquée par les différents comités a permis d'assurer l'entretien et la maintenance des infrastructures mise en place.
- iv. Il a été relevé qu'une partie du cash flow dégagé par les latrines est réinvestie dans des actions de santé dans le quartier.
- v. Pour ce qui concerne les pathologies courantes, il est à noter que les réactions souhaitées ont pris forme cependant, il reste encore un certain nombre de chose pour être totalement satisfaite.

1.2.2 Action d'implantation d'infrastructures sanitaires

Contenue de l'action

Il a consisté à reprendre en entier certaines infrastructures datées de la période des indépendances qui étaient totalement dégradées. Il a aussi consisté à construire des infrastructures destinées à satisfaire des besoins réels là où les populations l'expriment.

Réalisations

- i. Construction, réhabilitation, rénovation de Latrines communautaires**
 - Rénovation des latrines communautaires d'Amoutivé Doulassamé (latrines de 24 cabines en 1997)
 - Réhabilitation des latrines communautaires d'Amoutivé Zogbé (latrines de 12 cabines en 1996)
 - Réhabilitation des latrines communautaires de Bassadji Mobakomé (latrines de 10 cabines en 1998)
 - Réhabilitation des latrines communautaires de Lom-Nava (latrines de 12 cabines en 1999)
 - Construction des latrines d'Anfamé (latrines de 12 cabines en 2002)
 - Construction d'un dépotoir contrôlé à Kanyikopé en 2000
 - Equipement d'une Brigade d'enlèvement d'ordures à Kanyikopé en 1999

- ii. Approvisionnement en eau potable : construction de kiosque à eau**
 - Construction de vingt huit (28) kiosques à eau dans les quartiers Bè Apéyémé, Agodo, Adzrométi, Hédzé, Anfamé, Adakpamé de 1996 à 2002.

Résultats et impacts qu'on peut voir et quantifier en fin d'année 2007

- i.** La totalité des cinq latrines communautaires construite de 1995 à 2003 est en fonction et remplit parfaitement les fonctions pour lesquelles elles sont construites ou rénovées.

- ii.** 85% des kiosques construites fonctionnent parfaitement

1.2.3 Autres actions de recherche-action

Contenue de l'action

Il a consisté à concevoir et mettre en place des mécanismes destinés à apporter des réponses intermédiaires ou durable à certains problèmes récurrents.

- L'une des difficultés se situaient au niveau des latrines communautaires. L'évaluation de la gestion a montré qu'entre 50 et 60% des recettes réalisées étaient affectées aux charges de vidange. Le mécanisme monté était destiné à supprimer les vidanges en vue d'investir cette partie des recettes dans le développement des quartiers. Le mécanisme a consisté à monter une série de bassins contenant différente sorte de plante aquatique destiné à traiter les excréta. C'est en sorte un système de macrophite couplé à un système classique de fosses septiques
- Une autre recherche a consisté améliorer le pouvoir d'achat des populations en vue de leur garantir une capacité de prise en charge de leur problème de santé.
- Une autre aussi a concerné la production vivrière en sable marin

Réalisations

- i. Expérimentation du traitement des excréta et des eaux usées par des plantes aquatiques sur les excréta des latrines de Bassadji en 1998 et 1999.
- ii. ACOMB a conduit aussi un projet d'appui aux activités de maraîchage (produits vivriers en sable marin) et d'élevage avec INTERMON dans la zone de Baguida.
- iii. ACOMB a expérimenté un système épargne crédit avec Bruecké le Pont de 1994 à 2002.

- iv. ACOMB a conduit avec un groupe de deux stagiaires français une mission d'évaluation et de rédaction de plan d'affaire de la mutuelle d'épargne et de crédit AECOMB à Kanyikopé de 2004 à 2005.
- v. ACOMB a joué aussi un rôle de leader dans la recherche de produits financier innovant pour les micros et petite entreprise africaine avec le Réseaux Africain d'appui à la Micro et Petit Entreprise (RAMPE) (1999 à 2003).

3) CERTAINES ACTIONS DE ACOMB REFEREES SUR INTERNET :

www.bceao.int/internet/bcweb.nsf/files/annuairebef2004.pdf/
www.fongto.net/article.php3?id_article=4
[www.bceao.int/internet/bcweb.nsf/files/Annuairebef2005RegBanc2.pdf/\\$FILE/annuairebef2005ReBanc2.pdf](http://www.bceao.int/internet/bcweb.nsf/files/Annuairebef2005RegBanc2.pdf/$FILE/annuairebef2005ReBanc2.pdf) à la page 338
http://www.t-a-c.org/les_acteurs.asp?num=4
http://fongto.free.fr/rubrique.php3?id_rubrique=3
<http://www.planetfinance-Portugal.org/conteudos/uploads/Files/planet-finance/rapporttexteFR2000-01.pdf> à la page 13 et 14
<http://legalminds.lp.findlaw.com/list/communitydevelopmentbanking-l/msg01789.html> 16 April
<http://www.fongto.tg.refer.org/acomb.htm>
http://www.fogto.net/rubrique.php3?id_rubrique=10
<http://www.fongto.tg.refer.org/lome.htm>
<http://www.cooperationtogo.net/info/107189.html>
 e) Recouvrement de crédit et suivi évaluation ...
https://infotek.awele.net/d/F/1078/1078_FRE.msword?public=FRE&t=msword Page 40 Acte de l'atelier thématique du RAMPE (Brazzaville 06 et 07 juin 2001
www.uncdf.org/francais/microfinance/docs/project_document/fenu_togo-strategieNationale paragraphe 79

Après 13 ans d'exercice, les problèmes sociopolitiques du Togo ont fini par contraindre ACOMB à rentrer en hibernation après le saccage de ses bureaux suite aux élections présidentielle d'avril 2005. Après un temps de réflexion, ACOMB reprend services vers la fin de l'année 2007 et s'orientant dans l'agriculture, l'élevage, la santé et la promotion de la démocratie.

Dans cette phase de relance des activités, ACOMB est à la recherche de partenaires pouvant le soutenir dans ses engagements auprès des populations. ACOMB reste confiant au vu du renouveau et des garanties qu'offre actuellement la classe politique togolaise et du climat de réelle détente qu'on observe actuellement sur la scène politique togolaise conforté par la reprise de la coopération par les différents partenaires du Togo.

II / CARTE D'IDENTITE

2.1) RAISON SOCIALE :

A.COM.B. se défini comme Association pour l'autopromotion des Communautés de Base.

2.2) SIEGE SOCIAL :

L'ancien siège a été délocalisé de Bè à Baguida avec un changement d'adresse.

Le nouveau siège est fixé à Lomé à l'extrémité ouest de Baguida.

B.P. Tél. / Fax (228) 236 84 70 ou 033 51 99

E-mail: acomb9@hotmail.com acombpius@caramail.com

2.3) NATURE JURIDIQUE :

A.COM.B. est une association loi 1901. Elle se veut un instrument efficace de développement socio - économique au service de l'éclosion et de la consolidation des

initiatives sociales et économiques pérennes des villes et villages du Togo dans un esprit de développement durable et auto-entretenu.

Afin de s'inscrire dans la légalité, ACOMB s'est fait délivrer par l'Etat togolais, un **récépissé d'association** par le **Ministère togolais de l'intérieur en février 1994** sous le numéro **227-MATS-SC-APA-PC**.

En **octobre 1994**, ACOMB se fit délivrer fait délivrer par l'Etat togolais, une **attestation de reconnaissance de qualité d'ONG de développement** par le **Ministère togolais du plan et de l'Aménagement du territoire** sous le numéro **0034/MPAT**. ACOMB est ainsi parfaitement en règle avec les textes réglementaires prévus par l'Etat togolais.

2.4) BUT ET OBJECTIFS :

2.4.1 But

Le **but** de **A.COM.B** est de contribuer à la mise en place et au développement d'un tissu économique et social favorable à l'épanouissement des femmes, des jeunes et des hommes dans leur environnement en donnant à chacun d'eux, les moyens d'assurer dignement sa vie de famille et de communauté.

Pour atteindre son but, A.COM.B s'est fixé les **objectifs** suivants :

2.4.2 Objectifs

- 1) **Axer ses interventions sur la femme** dans son milieu, en lui donnant la **possibilité de s'affranchir de la pauvreté et de la domination des hommes à travers des projets** initiés soit par la femme, soit par ACOMB elle-même, dans

un esprit de parfaite collaboration entre l'ensemble des acteurs que ces projets impliquent.

- 2) Développer des projets qui ont des **impacts positifs et durables en matière de santé, de l'agriculture, de l'élevage** et qui s'inscrivent dans un dynamique de genre et développement, économiquement et socialement viables.
- 3) Mener des actions de renforcement de capacité des bénéficiaires des projets, de leurs communautés et de leurs organisations paysannes.

2.5) SECTEURS D'ACTIVITES :

- 1) Secteur de la santé communautaire et de la santé de la femme
- 2) Secteur de l'agriculture traditionnelle améliorée et de l'économie agricole
- 3) Secteur de l'élevage traditionnel amélioré et de l'économie pastorale
- 4) Secteur de l'organisation communautaire et des renforcements des capacités des populations et des organisations paysannes.

2.6) ZONES D'INTERVENTION :

- 1) Lomé commune
- 2) Région maritime
- 3) Région des plateaux

2.7) PUBLIC CIBLE :

- 1) Les femmes vivant dans une situation de pauvreté
- 2) Les femmes subissant des comportements avilissant et dégradant de la part des hommes
- 3) Les hommes confrontés aux situations de pauvreté
- 4) Les jeunes désœuvrés désireuses de garantir un avenir meilleur.
- 5) Les organisations paysannes

8) ORGANISATION :

L'organisation du travail au sein de **A.COM.B.** s'articule autour d'un organigramme à trois niveaux :

Au **premier niveau**, une **Assemblée Générale** qui est l'organe d'**orientation et de décisions** : c'est le forum des membres. Elle est composée des membres fondateurs, des adhérents et des représentants des bénéficiaires.

Au **deuxième niveau**, un **Conseil d'Administration** qui représente l'assemblée générale et est l'organe de **suivi de la mise en œuvre des décisions** de l'Assemblée Générale.

Au **troisième niveau**, se trouve une Direction exécutive qui est l'organe d'exécution des décisions de l'Assemblée Générale. Elle abrite le secrétariat, la comptabilité et la direction des projets.

Au quatrième niveau, le commissariat au compte chargé d'auditer et de faire le contrôle interne. C'est une structure qui peut être mise temporairement sur pied, soit par la direction exécutive ou le CA.

En ce début de reprise des activités, il est utile de signaler que l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration et le Directeur Exécutif sont restés en place. Le reste du personnel était mis en congé technique. La plus part de ce personnel ont trouvé à faire ailleurs. ACOMB s'est donc résolu de recruter projet par projet en cette période de reprise.

2.9) RESSOURCES

Dons, Legs, Cotisations, Subventions

2.10) FORMATION & EXPERTISE DISPONIBLES

FORMATION & EXPERTISE DISPONIBLES	STRUCTURE PARTENAIRE DE L'ACTION
<i>EN GESTION DES PROJETS DE SANTE</i>	
1995 : Planification des projets de santé par la méthode ZOPP (PPO)	gtz
1995 : Analyse et évaluation des projets	gtz
1995 : Formation sur l'identification, la Conception et la Gestion des projets de développement en santé communautaire	gtz
1995 - 1996 - 1997 : Planification des soins de santé urbaine par la méthode ZOPP	gtz
1996 : Formation sur l'animation des projets eau / assainissement / éducation pour la santé par la méthode SARAR	CREPA-TOGO
1996 : Formation en technique d'enquête CAP (Connaissance, Aptitude et Pratiques) en matière de soins maternel infantile, planification familiale, sida et hygiène du milieu	gtz
1999 : Formation en nutrition appliquée	CARE Togo / Ghana
<i>EN GESTION DES ONG ET ASSOCIATIONS ET PROJETS DE DEVELOPPEMENT</i>	
Février à novembre 1995 : Management des projets de développement, établissement des rapports entre le bilan des activités et les ressources humaines pour la détermination des contrats de travail	ONG Le PONT
Février à novembre 1995 : Suivi et exécution de budgets de projet de développement	ONG Le PONT
Février à novembre 1995 : Comment gérer une organisation de développement	ONG Le PONT
1996 - 1998 : Ateliers sur Appui institutionnel aux associations et comité de développement des communautés de Base	Projet PDU CARE INTERNATIONAL
novembre 1996 : Formation sur ce qu'est ce qu'un projet de développement	ONG Le pont
1996 : Analyse et planification des projets de développement par la MARP	FONGTO

FORMATION & EXPERTISE DISPONIBLES

STRUCTURE PARTENAIRE DE L'ACTION

Mai à novembre 1996 : Formation sur comment diriger une organisation de développement :

- Images directrices et stratégie d'intervention (mai)
- Gestion des ressources financières (août)
- Planification, organisation interne et gestion des ressources internes (novembre)

ONG Le pont

Mai 1996 : Formation en gestion de la dynamique de groupe, l'apprentissage des adultes et les techniques de communication, d'animation, de sensibilisation et de formation (mai 1996)

Projet AI/Bè
CARE-TOGO
Projet AI/Bè
CARE-TOGO

Juin 1996 : Formation en technique d'IEC

Octobre 1996 : Formation sur les outils et techniques de conception et d'analyse de micro projet

Projet AI/Bè
CARE-TOGO

Août 1996 : Formation en modération d'une formation

ONG Le pont

Décembre 1997 : Formation en gestion de micro projet

Projet AI/Bè
CARE-TOGO

1997 : Analyse et planification des projets de développement par le cycle expérientiel

Projet AI/Bè
CARE-TOGO

Janvier 1998 : Formation en suivi et évaluation de micro projets

Projet AI/Bè
CARE-TOGO

Août 1998 : Formation en gestion administrative et financière d'une ONG

FONGTO

Mai 1998 : Formation en identification et élaboration des projets

FONGTO

Avril 1999 : Formation sur les Techniques de communication, sous les formes écrites (rapport), ou orales (conférence, symposium)

ONG Le pont

Mars 2000 : Analyse institutionnelle des organisations des organisations de développement

ONG Le pont

Septembre 2000 : Elaboration de manuel de procédure, définition des rôles et du fonctionnement des différents organes de gestion d'une organisation de développement

ONG Le pont

REFERENCES EN CONDUITE D'ETUDES ET D'ENQUETES

1998 : Etude sur la gestion des latrines communautaire financées par le projet soins de santé urbain de la zone de Bè. ETUDE COMMANDE PAR LA GTZ. (mai 1998)

gtz

FORMATION & EXPERTISE DISPONIBLES

1999 : Etude sur la gestion des latrines communautaires dans la zone de Bè (Lomé) Exercice 1999 : ETUDE COMMANDEE PAR LA GZT. (mars 2000)

1999 : Etude sur l'organisation, le fonctionnement et l'articulation des Comités de Développement de Quartier (CDQ) de la ville de Lomé avec les autres acteurs de développement. COMMANDEE PAR LA DIRECTION REGIONALE DE LA CONDITION FEMININE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DE LOME-COMMUNE ET LA GTZ. (service technique du ministère des affaires sociales du Togo) (décembre 1999)

2001 : Etude sur le paysage des SFD au Togo : COMMANDEE PAR LE CICM (Centre International de Crédit Mutuel) une mutuelle française. (Août 2001).

2002 : Etude terrain sur les nouveaux produits financiers en faveur des micro et petites entreprises africaine. COMMANDEE PAR LE RAMPE. (juin 2002).

2002 : Etude sur les produits financiers innovants pratiqués par les imf burkinabé et béninois COMMANDEE PAR LE RAMPE

FORMATION & EXPERTISE EN MATIERE DE MICRO FINANCE

Septembre 1998 : Formation sur le cours N°2 du CGAP, analyse financière des SFD

Février à Septembre 1999 : Formation à la gestion des coopératives d'épargne et de crédit. Formation de neuf mois structurée en sept modules :

Module A : Nature et particularité des coopératives d'épargne et de crédit

Module B : Structure et organisation des coopératives d'épargne et de crédit

Module C : Stratégies et modalités d'implantation des coopératives d'épargne et de Crédit

Module D : Gestion financière des coopératives d'épargne et de crédit

STRUCTURE PARTENAIRE DE L'ACTION

gtz

Sur le propre initiative de A.COM.B.

CICM

RAMPE

RAMPE

(ISPEC) et le CGAP Programme d'Appui à la Mobilisation de l'Epargne dans la Francophonie (PAMEF)

PAMEF

PAMEF

PAMEF

PAMEF

FORMATION & EXPERTISE DISPONIBLES

Module E : Gestion du crédit dans les coopératives d'épargne et de crédit

Module F : L'audit et le contrôle des coopératives d'épargne et de crédit.

Module G : La formation efficace dans les coopératives d'épargne et de crédit

Novembre 1999 : Formation sur le cours N°1 du CGAP sur la mesure et le contrôle du taux de défaillance et le calcul et la fixation des taux d'intérêt.

Mars 1999 : Atelier sur l'information financière des SFD

Août 2000 : Formation sur le cours CGAP N°3, cours préparatoire à l'analyse financière dans les SFD,

Février à avril 2000 : Formation par Internet sur le contrôle interne dans les SFD

Décembre 2001 : Formation sur le budget et le contrôle budgétaire dans les SFD

Septembre 2002 : Cours A1 5692 : élaboration des stratégies de développement des institutions de micro finance

STRUCTURE PARTENAIRE DE L'ACTION

PAMEF

PAMEF

PAMEF

ISPEC et le CGAP

BCEAO

Consortium Alafia

CAPAF et deux
formateurs CGAP

PlaNet University de
PlaNet Finance

Brücke le pont

Centre International
de Formation de
Turin de l'OIT

III / PERSPECTIVES D'AVENIR

L'année 2008 est l'année de reprise effective des activités par ACOMB. ACOMB recherche sur cette année 2008 des partenaires pour deux projets qui sont :

- La promotion de la démocratie par la promotion des droits de la femme.
- Le projet est l'amélioration de la situation économique de la femme par promotion de l'élevage traditionnel amélioré.